

Assemblée générale de l'OMPI

Quarante-quatrième session (23^e session extraordinaire)
Genève, 10 – 12 décembre 2013

QUESTIONS CONCERNANT LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE POUR L'ADOPTION D'UN TRAITÉ SUR LE DROIT DES DESSINS ET MODÈLES

Document établi par le Secrétariat

1. À sa quarante et unième session (21^e session extraordinaire), tenue à Genève du 1^{er} au 9 octobre 2012, l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a adopté le texte suivant (paragraphe 231 du document WO/GA/41/18) :

“L'Assemblée générale de l'OMPI prend note du résumé présenté par le président de la vingt-septième session du Comité du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (SCT), ainsi que des progrès réalisés par le SCT sur le droit et la pratique en matière de dessins et modèles industriels – projets d'articles et de règles.

“Consciente de l'importance d'un traité sur le droit des dessins et modèles pour tous les États membres, l'Assemblée générale invite instamment le SCT à accélérer résolument les travaux en vue de faire progresser substantiellement les propositions de base pour un traité sur le droit des dessins et modèles (projets d'articles et de règles contenus dans les annexes révisées des documents SCT/27/2 et SCT/27/3).

“Dans ces travaux, il conviendra de prévoir des dispositions appropriées concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités à l'intention des pays en développement et des PMA dans la mise en œuvre du futur traité sur le droit des dessins et modèles.

“À sa session de 2013, l'Assemblée examinera le texte et fera le point sur les progrès réalisés et se prononcera sur la convocation d'une conférence diplomatique.”

2. À la suite de la session susmentionnée de l'Assemblée générale de l'OMPI, le SCT a tenu trois sessions, à savoir ses vingt-huitième (10 – 14 décembre 2012), vingt-neuvième (27 – 31 mai 2013) et trentième (4 – 8 novembre 2013) sessions. La vingt-huitième session était présidée par M. Imre Gonda (chef adjoint du Département des marques et des dessins et modèles de l'Office hongrois de la propriété intellectuelle) et les vingt-neuvième et trentième sessions par M. Adil El Maliki (directeur général de l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)).

3. La vingt-huitième session du SCT a été entièrement consacrée au droit et à la pratique en matière de dessins et modèles industriels, l'objectif étant de faire progresser les propositions de base pour un traité sur le droit des dessins et modèles (projets d'articles et de règles), en tenant compte du texte adopté par l'Assemblée générale de l'OMPI mentionné au paragraphe 1.

4. À cette session, le SCT a examiné une série de projets d'articles et de règles révisés sur le droit et la pratique en matière de dessins et modèles industriels. À l'issue de la session, le président a déclaré que le SCT avait bien avancé sur les projets d'articles et de règles et le Secrétariat a été prié "d'établir des documents de travail révisés pour examen à la vingt-neuvième session du SCT, qui devraient rendre compte de toutes les observations formulées durant la présente session et qui mettraient en évidence les différentes propositions présentées par les délégations au moyen de crochets, de biffures, de soulignements ou de notes de bas de page" (paragraphe 6 du document SCT/28/7).

5. À la vingt-huitième session, deux propositions relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités ont été présentées, l'une par le groupe des pays africains (document SCT/28/5) et l'autre par la délégation de l'Union européenne (document SCT/28/6). À cette session, le SCT a également examiné un document présentant une synthèse des dispositions concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités dans les traités administrés par l'OMPI (document SCT/28/4). Le comité a prié le Secrétariat de réviser le document SCT/28/4 afin d'inclure le texte des dispositions concernant l'assistance financière contenues dans les traités mentionnés dans la partie I du document SCT/28/4 et de fournir des informations détaillées sur la pratique actuelle, à l'OMPI, en matière de financement de la participation des délégations aux réunions des assemblées créées par les traités administrés par l'OMPI (paragraphe 10 du document SCT/28/7). Le document révisé, contenant les informations détaillées demandées, a été présenté à la vingt-neuvième session du SCT sous la cote SCT/28/4 Rev.

6. Enfin, à l'issue de la vingt-huitième session, le président avait indiqué en conclusion "que, sans préjudice des travaux concernant le projet de traité sur le droit des dessins et modèles, le Secrétariat était prié de prolonger de deux mois le délai prévu pour les enquêtes menées pour préparer l'étude [sur l'incidence éventuelle des travaux du Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (SCT) sur le droit et la pratique en matière de dessins et modèles industriels] (document SCT/27/4), le but étant de disposer d'un échantillon de données plus large grâce à la transmission de nouvelles réponses et à la possibilité de modifier ou de compléter les réponses antérieures. L'étude devrait être mise à jour en vue de son examen par le SCT à sa vingt-neuvième session, à la lumière des réponses additionnelles reçues. La structure générale de l'étude devrait être maintenue" (paragraphe 11 du document SCT/28/7).

7. En conséquence, les deux enquêtes ont de nouveau été soumises aux offices et aux déposants du 7 janvier au 7 mars 2013. Les réponses additionnelles reçues à la suite de la prolongation du délai prévu pour les enquêtes ont été utilisées en vue d'actualiser l'étude initiale sous la forme d'un addendum au document SCT/27/4 (document SCT/27/4 Add.), qui a été soumis au SCT à sa vingt-neuvième session. Les réponses additionnelles ont corroboré les conclusions présentées dans l'étude initiale et ont donc permis de renforcer la confiance dans les résultats. D'une manière générale, les résultats de l'étude indiquent que les personnes interrogées dans tous les pays estiment que les modifications proposées en ce qui concerne les

projets d'articles et de règles se traduiront par des améliorations et des avantages pour les déposants et les utilisateurs. En outre, les résultats montrent que dans les pays à revenu intermédiaire ou à faible revenu, il est estimé nécessaire de fournir un appui sous forme d'assistance technique et de renforcement des capacités, afin de faciliter la mise en œuvre des modifications proposées.

8. À sa vingt-neuvième session, le SCT a examiné en détail les projets d'articles et de règles révisés contenus dans les documents SCT/29/2 et 3. À la suite de la vingt-neuvième session, la situation en ce qui concerne les projets d'articles et de règles se présente comme suit : les documents SCT/29/2 et 3 contiennent au total 31 projets d'articles et 15 projets de règles; quatre projets d'articles proposent des variantes, à savoir l'article 5 (Date de dépôt), l'article 13 (Rétablissement des droits après que l'office a constaté que toute la diligence requise a été exercée ou que l'inobservation n'était pas intentionnelle), l'article 16 (Effets du défaut d'inscription d'une licence) et l'article 26 (Entrée en vigueur; date de prise d'effet des ratifications et adhésions). En outre, six délégations ont présenté un certain nombre de propositions de modification ou de réserves à l'égard des projets d'articles et de règles.

9. En ce qui concerne l'assistance technique et le renforcement des capacités, trois propositions ont été examinées par le SCT à sa vingt-neuvième session, à savoir une proposition présentée par le groupe des pays africains (document SCT/28/5), une proposition présentée par l'Union européenne et ses États membres (document SCT/29/6), remplaçant la proposition présentée à la vingt-huitième session (document SCT/28/6), et une proposition présentée par la République de Corée (document SCT/29/8). Un document officiel combinant les éléments contenus dans les trois propositions a été présenté par le président et examiné par le SCT. À la suite de cet examen, le Secrétariat a été prié d'établir des documents de travail révisés pour examen par le SCT à sa trentième session, y compris un projet d'article ou de résolution entre crochets, sur la base du document officiel présenté par le président (paragraphe 9 du document SCT/29/9). Le projet d'article ou de résolution a été incorporé dans le document de travail révisé contenant les projets d'articles (document SCT/30/2) pour examen par le SCT à sa trentième session, prévue du 4 au 8 novembre 2013. Dans les notes de bas de page correspondant au projet d'article, il est indiqué que ce projet d'article est proposé par le président et que certaines délégations préféreraient que la question abordée dans le projet d'article fasse l'objet d'une résolution.

10. À l'issue de la vingt-neuvième session du SCT, le président a indiqué en conclusion que "le SCT avait fait des progrès intéressants sur les projets d'articles et de règlement d'exécution contenus dans les documents SCT/29/2 et 3 et qu'il avait avancé sur les travaux concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités. Plusieurs délégations ont déclaré que des progrès suffisants avaient été accomplis par le SCT pour recommander à l'Assemblée générale de l'OMPI de convoquer une conférence diplomatique en 2014. D'autres délégations, estimant que davantage de progrès devaient être accomplis, dans le domaine de l'assistance technique et du renforcement des capacités, pour parvenir à un résultat concret, étaient d'avis que l'Assemblée générale devait examiner le texte, faire le point sur l'avancement des travaux et se prononcer sur la convocation d'une conférence diplomatique" (paragraphe 10 du document SCT/29/9).

11. À sa trentième session, le SCT a examiné en détail toutes les dispositions contenues dans les documents SCT/30/2 et 3 qui étaient présentées sous la forme de variantes ou pour lesquelles des notes de bas de page indiquaient les propositions ou réserves formulées par les diverses délégations. Toutes les délégations membres et les représentants des organisations observatrices qui avaient fait des déclarations générales à la trentième session ont largement appuyé les travaux du SCT sur le droit et la pratique en matière de dessins et modèles et les conclusions de ces travaux sous la forme d'un traité sur le droit des dessins et modèles. Toutes les délégations ont dit appuyer, en principe, la fourniture d'une assistance technique et de mesures de renforcement des capacités aux pays en développement et aux pays les moins avancés (PMA) dans le cadre de la mise en œuvre du futur traité.

12. Le président a indiqué (voir les paragraphes 10 à 12 du document SCT/30/8) que le SCT avait réalisé des progrès supplémentaires sur les projets de disposition qu'il avait examinés et a prié le Secrétariat d'établir des documents de travail révisés en vue de leur examen par le SCT, ou par une éventuelle conférence préparatoire, selon le cas, qui devraient tenir compte de toutes les observations formulées pendant la session sous la forme suivante : le texte des dispositions faisant l'objet de variantes serait remanié conformément aux décisions prises par le comité; les propositions individuelles figurant dans des notes de bas de page qui recueillaient l'adhésion d'autres délégations seraient incorporées dans le texte et présentées entre crochets avec une indication des délégations qui les avaient appuyées; les propositions individuelles n'ayant recueilli aucun soutien resteraient dans les notes de bas de page; les réserves formulées au sujet de certaines dispositions seraient consignées dans des notes de bas de page.

13. En ce qui concerne l'assistance technique, le président a indiqué que des progrès avaient été réalisés sur les dispositions du projet d'article 21 ou de résolution et a prié le Secrétariat de consigner le nouveau projet d'article 21 ou de résolution dans le document de travail révisé.

14. En ce qui concerne la convocation d'une conférence diplomatique pour l'adoption d'un traité sur le droit des dessins et modèles, le président a noté que toutes les délégations qui avaient pris la parole étaient favorables à la convocation de cette conférence. Un grand nombre de délégations étaient d'avis qu'il fallait trouver, avant la convocation de cette conférence diplomatique, un accord sur la question de savoir si l'assistance technique devait faire l'objet d'un article du traité. D'autres considéraient que le SCT pouvait déjà recommander à l'Assemblée générale la convocation d'une conférence diplomatique. Parmi ces dernières, un certain nombre faisaient preuve de souplesse quant à savoir si l'assistance technique devait être traitée dans une résolution ou un article, tandis qu'une délégation considérait qu'il fallait renvoyer que cette question à la conférence diplomatique elle-même.

15. L'Assemblée générale de l'OMPI est invitée à examiner le texte, faire le point sur l'avancement des travaux et se prononcer sur la convocation d'une conférence diplomatique pour l'adoption d'un traité sur le droit des dessins et modèles en 2014.

[Fin du document]